

Note d'information



CONFÉRENCE ODD 16

Sociétés pacifiques, justes et inclusives



Vers une gouvernance centrée sur les personnes dans un monde post-pandémie

21-22 avril 2022

Rome, Italie

Organisée par le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, l'Organisation internationale du droit du développement et le gouvernement italien

Introduction

Depuis 24 mois, la COVID-19 a menacé et parfois annulé cinq ans d'acquis en matière de développement depuis l'adoption du Programme 2030. La pandémie continue de menacer des décennies d'avancées durement gagnées. Des millions de personnes sont mortes ou ont basculé dans la pauvreté et l'insécurité. La situation touche plus sévèrement celles et ceux qui vivent dans des conditions de vulnérabilité et d'exclusion.

La gouvernance a été identifiée comme « un levier essentiel des transformations systématiques nécessaires pour atteindre les 17 objectifs de développement durable (ODD) ». La pandémie de COVID-19 a mis en évidence de façon singulière l'importance des trois piliers de l'ODD 16 – sociétés pacifiques et inclusives, accès à la justice, et institutions efficaces et responsables – pour le succès des réponses nationales visant à promouvoir une reprise équitable, juste et durable et une résilience accrue aux chocs et crises futurs.

Les débats de la Conférence sur l'ODD 16 de 2021 et bien d'autres forums, de même que le rapport « Notre programme commun » du secrétaire général des Nations unies, témoignent de la nécessité de renouveler le contrat social entre les populations et leurs gouvernements, sur la base des droits humains, afin de contribuer à instaurer la confiance dans la gouvernance et de renforcer sa légitimité.

Objectifs et approche de la Conférence

Le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, l'Organisation internationale de droit du développement (OIDD) et le gouvernement italien organiseront la Conférence sur l'ODD 16 de 2022, qui aura lieu les 21 et 22 avril en format hybride.

Cet événement s'appuiera sur les conclusions des éditions de 2019 et 2021 pour explorer la manière dont une approche de la gouvernance centrée sur les personnes peut aider à rétablir la confiance, accélérer les progrès en matière de développement durable et faire face aux défis du monde de l'après-COVID.

La Conférence sera l'occasion d'examiner comment la COVID-19 alimente les causes profondes et les moteurs de conflit et d'instabilité, compromet la prestation des services publics, menace l'état de droit et

accroît les inégalités et l'exclusion. La Conférence mettra en avant les innovations apparues en réponse à la pandémie, y compris les approches destinées à assurer et pérenniser le développement dans des endroits touchés par les conflits, renforcer la résilience institutionnelle, promouvoir la justice centrée sur les personnes, et s'attaquer aux inégalités tout en ne laissant personne de côté. Elle s'appuiera sur la masse croissante d'information et d'évaluations des réponses et de la performance des gouvernements depuis le début de la pandémie.

Dans la lignée des approches incluant l'ensemble de la société nécessaires à la réalisation du Programme 2030, la Conférence se déroulera sous un format multipartite et permettra l'échange de points de vue et expériences des gouvernements, de la société civile, des femmes et des filles, des jeunes et d'autres parties prenantes clés qui sont en première ligne de la réponse à la pandémie et des efforts de reprise à travers le monde. Elle insistera sur les difficultés et les perspectives des individus et des groupes affectés de façon disproportionnée et le plus à risque d'être laissés de côté.

Les participants seront invités à partager leurs expériences, difficultés, bonnes pratiques et succès en termes d'innovations relatives à la gouvernance ayant émergé pendant la pandémie et pouvant promouvoir des politiques publiques et des partenariats qui font le lien entre les objectifs et les cibles du Programme de développement durable.

La Conférence informera le Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN) de 2022, qui aura pour thème « Accélérer la reprise au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux. ». Le FPHN se penchera sur certains des ODD les plus compromis par la pandémie, notamment l'ODD 4 sur l'éducation et l'ODD 5 sur l'égalité des genres.

Thèmes de la Conférence

La Conférence abordera les thèmes suivants.

Thème 1 : Empêcher les conflits et maintenir la paix dans un monde de plus en plus fragile.

Au cours de l'année passée, nous avons été témoins de violences et de conflits à l'ampleur croissante, alors que la pandémie expose et exacerbe les tensions dans et entre les pays. Si l'impact est le plus fort dans les pays caractérisés par une fragilité de l'État, la crise a des conséquences dans les pays à tous les niveaux de développement, comme la réduction de l'espace civique, une polarisation accrue des opinions publiques et des doléances d'ordre divers. Les femmes et les filles, les jeunes et d'autres groupes marginalisés sont les plus affectés par les conflits, et ne peuvent souvent pas participer à la prise de décisions lors des processus de paix.

Ce thème visera à déterminer de quelle manière la COVID-19 alimente les causes profondes et les moteurs de conflit et d'instabilité, et cherchera à identifier des solutions et mesures préventives. Il examinera les approches possibles pour instaurer et pérenniser le développement dans les endroits touchés par les conflits, contrer la polarisation grandissante, et s'attaquer à la désinformation et la mésinformation. Au vu de l'importance de l'égalité des genres pour la réalisation des ODD, l'accent sera mis sur les moyens de faire progresser les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité.

Thème 2 : Renforcer la résilience institutionnelle et accroître l'efficacité, la responsabilité et la réactivité des institutions.

L'année passée a vu la pandémie demeurer une priorité des ordres du jour nationaux et internationaux, au lieu de reculer comme espéré. Ce qui a d'abord été un choc énorme pour les sociétés et les institutions s'est transformé en facteur de stress continu sur le long terme pour les institutions à tous les niveaux, ce qui engendre de nouveaux défis et amène parfois les services publics au point de rupture. Cela est observé dans différents pays, quel que soit leur degré de développement. Dans ce contexte, ce deuxième thème visera à identifier les problèmes majeurs qui ont émergé ces 12 derniers mois, et les moyens d'améliorer la résilience et l'efficacité des institutions lors de longues périodes de pression.

Les discussions porteront sur les aspects suivants : défis, changements et innovations quant à la prestation des services publics en réponse à la pandémie (par exemple : santé, éducation, Internet, garde d'enfants), y compris les services en ligne ; leçons tirées et voies à suivre pour améliorer le degré de préparation et de résilience institutionnelles aux crises et risques futurs ; progrès en matière de collaboration et de coordination aux différents échelons des gouvernements ; solutions pour accroître la transparence et la reddition de comptes dans le secteur public pendant et après la pandémie ; réflexions à l'échelle nationale – suscitées par la COVID-19 – quant aux moyens de renforcer les capacités, le professionnalisme et l'efficacité des agents de service public, qui sont au cœur des réponses à la pandémie.

Thème 3 : Une nouvelle vision de l'état de droit pour relever les défis mondiaux.

Avant même la pandémie de COVID-19, plus d'un milliard et demi de personnes étaient confrontées à un problème judiciaire qu'elles ne pouvaient pas résoudre. Beaucoup font face à des obstacles comme le manque de connaissance de leurs droits et l'incapacité à se rendre dans un tribunal ou à payer des frais d'avocat. Cet écart en matière de justice a continué de se creuser tandis que le besoin de protection et de services juridiques augmentait, alors même que les restrictions de santé publique limitent la capacité des personnes à accéder à la justice et à revendiquer leurs droits. La COVID-19 a aggravé l'ampleur et l'impact de la corruption, alimentant ainsi une profonde défiance envers les autorités.

Au travers d'une « nouvelle vision » pour l'état de droit, ce thème explorera les approches de la justice centrée sur les personnes et fondée sur les faits et une meilleure compréhension des besoins des personnes en quête de justice, y compris les difficultés spécifiques rencontrées par les femmes et les filles dans ce domaine. Il se penchera sur les façons dont l'état de droit peut combattre la corruption et donner aux moins favorisés les moyens de revendiquer leurs droits humains. Il abordera aussi l'importance d'étudier des problématiques actuelles et nouvelles comme le changement climatique sous l'angle de la justice.

Thème 4 : Ne laisser personne de côté, assurer l'inclusion, la protection et la participation.

L'évolution de la situation au cours des 12 derniers mois montre bien les conséquences désastreuses, sur le plan humain et social, des inégalités et de l'exclusion dans de multiples dimensions – souvent exacerbées par l'impact de la pandémie – et le risque qu'elles représentent pour la stabilité sociale et le développement durable. Il est plus urgent que jamais de lutter contre les inégalités de manière structurelle et à travers différentes approches.

Ce thème abordera les progrès réalisés au cours des deux dernières années et les innovations en matière de politiques publiques sur les points suivants : instaurer des systèmes de protection sociale universelle ; donner une identité juridique à chacun ; favoriser l'accès à l'éducation, au logement et aux emplois décents, et mieux prendre en compte le travail de soin non rémunéré ; accroître l'inclusivité numérique ; accélérer la concrétisation de l'égalité entre les genres en abrogeant les lois discriminatoires en la matière, en faisant évoluer les normes sociales, en promouvant la parité et l'implication accrue des femmes dans

toutes les sphères décisionnelles, et en éradiquant les violences faites aux femmes et aux filles ; favoriser et préserver l'engagement des parties prenantes au travers de mécanismes de prise de décisions participatifs (y compris en ligne et dans des espaces virtuels), de mécanismes de traitement des plaintes, et de dialogues ouverts pour tracer la voie vers l'avenir ; et tenir les promesses faites aux jeunes et aux générations futures.

Produits de la Conférence

Comme pour les éditions 2019 et 2021, les principaux messages et recommandations de la Conférence seront résumés dans un document qui sera publié sur le site web de l'événement et soumis comme élément d'information au FPHN 2022.

Ce dernier, organisé sous les auspices du Conseil économique et social des Nations unies, aura pour thème « Accélérer la reprise au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux ». Si l'ODD 16 ne fait pas partie des objectifs examinés cette année par le Forum, il reste un catalyseur essentiel des objectifs qui seront abordés, dont l'ODD 4 sur l'éducation et l'ODD 5 sur l'égalité des genres. La Conférence rassemblera des spécialistes de différents pays et régions pour aider à :

- fournir des évaluations et des contributions substantielles pour les examens thématiques du FPHN ;
- souligner la pertinence des dimensions clés de la gouvernance mises en avant dans l'ODD 16 pour répondre efficacement à la pandémie et favoriser une reprise pacifique, juste et inclusive.

Les principaux messages des débats seront communiqués au Forum et serviront à informer politiques et programmes aux niveaux mondial, régional et national.

Programme

La Conférence se déroulera en format hybride et comprendra des séances plénières étalées sur deux jours. Celles-ci auront lieu l'après-midi en heure locale, afin de faciliter la participation en ligne d'intervenants venant de tous les continents. Des activités seront également prévues dans la matinée pour les participants sur place.

Outre les événements en direct, des contenus pré-enregistrés seront mis à disposition des participants sur le site web de la Conférence avant, pendant et après celle-ci.

Participation et organisation

Les organisateurs inviteront des spécialistes représentant des gouvernements, le système onusien et d'autres organisations internationales, des groupes de réflexion, le monde universitaire, des organisations de la société civile et le secteur privé, ainsi que d'autres parties prenantes. Tous les participants devront s'inscrire sur la plateforme virtuelle de la Conférence.

Langues et documents

Un service d'interprétation simultanée sera proposé en anglais, français, italien et espagnol pour toutes les sessions.

Les documents de la Conférence seront disponibles dans les mêmes langues. Les présentations / documents / remarques seront mis en ligne sur le site web de la Conférence. Les conclusions et recommandations seront également traduites et publiées sur ce site après l'événement.